Burundi : L’opposition lance un cri d’alarme sur la situation politique et sécuritaire

@rib News, 26/03/2010DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE Lâ€™OPPOSITION AU SUJET DES MENACES LOURDES PESANT SUR LA SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE ACTUELLE AU BURUNDILes partis politiques soussignÃ©s portent Ã lâ€™attention de la communautÃ© nationale et internationaleÂ ce qui suit :Les faits1. Depuis le dÃ©but l'annÃ©e les partis signataires observent une recrudescence des scÃ¨nes de violence ponctuÃ©es par des assassinats, les tentatives d'assassinat de leaders de l'opposition des faits et gestes d'intolÃ©rance posÃ©s par les membres du Parti CNDD-FDD comme en tÃ©moignent le cas d'assassinat des reprÃ©sentants de l'UPD Ã NYANZA-LAC et Ã GIHANGA, la tentative d'assassinat du dÃ©putÃ© Charles NIYUNGEKO membre du CNDD, le dÃ©pÃ´t des excrÃ©ments humains Â devant la permanence du MSD Ã GISHUBI pour ne citer que cela.2. De source bien informÃ©e, ceci seraitÂ le dÃ©but de lâ€™exÃ©cuti dâ€™un plan ourdi par le parti au pouvoir. Ce plan macabre aurait pour objectifs :
a. La dÃ©stabilisation des militants de l'opposition par des arrestations et des emprisonnements.b. Lâ€™arrestation etÂ lâ€™assassinat des leaders actifs sur terrain des partis de l'opposition, surtout les cadres intermÃ©diaires entre la base et la direction des partis.c. La mutation de tous les chefs de posteÂ de la police qui refuseraientÂ Â Â d'appliquer ce plan.d. Lâ€™organisation de fraudes massives aux Ã©lections en amont comme en aval3. Au niveau politique, de nombreuses anomalies sont observÃ©es quiÂ confirment que le parti au pouvoir, en perte de vitesse dans lâ€™opinion nationale, entend tout faire pour frauder massivement les prochaines Ã©lections ou Ã dÃ©faut les rendre impossibles. En attestent les constats suivants :a. Le dÃ©bauchage, l'embauche abusif des agents publics Ã des fins politiques par les hautes autoritÃ©s du pays. Nous en voulons pour preuve Â le cas des administrateurs des communes Mabanda, Nyanza-Lac et Vugizo ; ceci en violation des articles 188 et 192 du code Ã©lectoral qui dispose quâ€™un conseiller communal qui dÃ©missionne de son parti o est exclu de celui-ci perd automatiquement son mandat.Â b. La multiplication des missionsÂ onÃ©reuses Ã lâ€™Ã©tranger po que les bÃ©nÃ©ficiaires puissent ristourner au parti au pouvoir les reliquats des frais de missions dÃ©libÃ©rÃ©ment gonflÃ©s.c Lâ€™assÃ¨chement du budget de lâ€™Etat pour laisser Ã lâ€™Ã©ventuel successeur des caisses vides et des problÃ¨mes so insurmontables.d. Les milices du parti au pouvoir IMBONERAKURE nâ€™ont toujours pas Ã©tÃ© dÃ©mantelÃ©es et continuer semer le trouble et la terreur.e. La hausse vertigineuse desÂ cautions aux diffÃ©rentes Ã©lections pour dÃ©courager les moins nantis.f. L'usage abusif des moyens de lâ€™Etat pour mener une campagne prÃ©maturÃ©e et permanente, qui court pratiquement depuis 2005Â : achat des consciences notamment par la distribution massive de dons dâ€™engrais, de couvertures, de pagnes et dâ€™argentÂ ; Â le versement mensuel de grosses sommes dâ€™argent Ã certains cadres du commandement des forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©.g. L'usurpation des journÃ©es des samedisÂ au profit de la campagne prÃ©maturÃ©e par le seul parti au pouvoir.h. Le retard mis pour traiter la question de financement des partis politiques par lâ€™Etat des Ã©lections et, en cas dâ€™assistance extÃ©rieure,Â faire une rÃ©partition inÃ©quitable ainsi que l tendance Ã politiser lâ€™aide sociale en cas de calamitÃ© ou de dÃ©sastre.B. La position des Partis dâ€™opposition signatair la prÃ©senteAu regard de tout ce qui prÃ©cÃ¨de, les partis dâ€™opposition signataires :1. Condamnent avec la derniÃ¨re Ã©ne les assassinats sÃ©lectifs et la tentative dâ€™assassinat de lâ€™Honorable Charles NIYUNGEKO et mettent en garde le gouvernement contre les graves consÃ©quences qui vont rÃ©sulter de toute rÃ©cidive contre les leaders ou des membres militants des formations politiques de lâ€™opposition.2. Exigent quâ€™une enquÃªte impartiale soit diligentÃ©e et que les coupables soient mis aux arrÃªts et jugÃ©s.3. Exigent lâ€™accÃ¨s Ã©quitable des partis politiques aux mÃ©dias publics dÃ¨s lo que le parti au pouvoir est rentrÃ© de facto en campagne Ã©lectorale prÃ©maturÃ©e.4. Exigent la neutralitÃ© politique des forc de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©, singuliÃ¨rement pendant les Ã©lections, la dissolution de toute milice et lâ€™interdiction de tout manifestation paramilitaire des mouvements des partis.5. Exigent la libertÃ© immÃ©diate de circulation pour les samedis.6. RÃ©clament le gel, Ã compter du 1erÂ avril 2010, des missions non essentielles et ne figurant pas sur lâ€™agenda internation du Burundi.7. Mettent en garde le gouvernement contre lâ€™Ã©puisement prÃ©maturÃ© et le dÃ©passement du budget de lâ€ Exigent la suspension de toute embauche politicienne non programmÃ©e et budgÃ©tisÃ©e prÃ©alablement.9. Exigent que la CENI respecte strictement la loi Ã©lectorale et prenne des sanctions exemplaires contre ses agents qui violent les droits des citoyens reconnus par la loi.10. Recommandent Ã la CENI de prÃ©voir dans son budget une rubrique pour le financement des partis mais aussi pour payer Ã©quitablement tousÂ les mandataires.11. Recommandent Ã la CommunautÃ© internationale, Ã lâ€™Union Africaine, Ã lâ€™Union EuropÃ©enne et aux Etatsâ€“Unis, de prendre les mesures prÃ©ventives nÃ©cessaires, en exerÃ§ant des pressions sur le pouvoir en place et en envoyant des observateurs aux Ã©lections dans les meilleurs dÃ©lais.12. Recommandent vivement la possibilitÃ© pour la communautÃ© internationale ou un groupe dâ€™institutio ou de pays amis du Burundi de contribuer au cautionnement Ã©lectoral Ã travers un compte gÃ©rÃ© par la CENI qui le rÃ©partirait Ã©quitablement entre protagonistes en lice.